

## Tendances

Alors qu'elle lance son initiative libyenne, après avoir évité soigneusement de s'embourber dans la [crise qui oppose ses partenaires arabes de référence](#) dans le Golfe, et qu'elle préconise une révision de l'engagement européen au Sahel, la France pousse ses entreprises à revenir en Iran, élargit ses contacts avec l'Irak dans le domaine de la sécurité et envisant la reconstruction, encourage un retour au dialogue israélo-palestinien avec comme référence la solution des deux Etats, tout en assumant son [virage sur le dossier syrien](#).

Le Président Emmanuel Macron est perçu, de ce côté-là de la Méditerranée et à partir du Golfe arabo-persique, comme étant directement, et exclusivement, aux commandes de ce nouveau modus operandi. Pour les interlocuteurs arabes et moyen-orientaux de la France, **la politique extérieure et la gestion des dossiers du Moyen-Orient dans leurs divers aspects stratégique, militaire, diplomatique, économique et culturel, redeviennent une affaire purement présidentielle et élyséenne**, ce qui devrait réduire, encore plus, la marge de manœuvre des Ministres et des Ministères concernés.

**A partir des capitales arabes et moyen-orientales, le pragmatisme assumé par le Président Macron, et son dynamisme, sont perçus comme les signes avant-coureurs d'un repositionnement général de la France sur les dossiers du Moyen-Orient.** La comparaison est automatiquement établie avec les dernières années du mandat de François Hollande, de manière générale et dossier par dossier, ce qui comporte en soi des risques dans l'interprétation de la politique moyen-orientale du gouvernement actuel. Un effort de communication, via les canaux diplomatiques en premier lieu, contribuera à offrir aux partenaires régionaux de la France une meilleure visibilité et une plus grande compréhension des priorités françaises.

**Ces perceptions, aussi imprécises soient-elles, sont désormais partagées par les alliés et partenaires de la France sur la zone Moyen-Orient Afrique du Nord.** Et cette concentration des pouvoirs aux mains d'un homme ne devrait pas particulièrement provoquer des Etats et systèmes aussi archaïques qu'une monarchie absolue ou une dictature militaire...

**Ce qui, par contre, déstabiliserait les alliés et partenaires de la France au Moyen-Orient, serait l'absence d'un interlocuteur officiel français, compréhensif et complice même, à l'écoute et disponible, polyvalent, qui servirait d'interface avec**

## La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

### • Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

### • E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

### • La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

### • Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

### • Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

**une Présidence qui a tendance à gérer les dossiers les concernant.** Ce qui est perçu comme un **encerclement progressif de Jean-Yves Le Drian**, celui qui incarnait ce personnage, indispensable dans la littérature diplomatique orientale, suscite quelques interrogations dans les couloirs des palais. Après son éviction du Ministère de la Défense, rebaptisé Ministère des Armées, et sa nomination comme Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, JYLD savait qu'il risquait de perdre une partie de son investissement réalisé avec succès auprès des dirigeants arabes qui comptent. Ces derniers craignent aussi de le perdre...

Avec ses années d'expérience à la Défense, avant d'arriver aux Affaires étrangères, JYLD, qui avait l'oreille du Président François Hollande et la confiance des Armées et des industriels de la défense, a réussi à tisser des liens personnels forts et équilibrés avec un Mohammad Ben Zayed Al Nahyan (Abou Dhabi), un Tamim Ben Hamad Al Thani (Qatar), un Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz (Arabie saoudite), un Abdel-Fattah al-Sissi (Egypte), un Khalifa Haftar (Libye) etc. **Cela lui permet de tempérer de nombreuses incohérences politiques, diplomatiques et militaires, et d'en réduire l'impact sur les relations bilatérales.** Son influence, à Paris, n'est plus aujourd'hui la même, et c'est un fait. Son image, auprès de ses interlocuteurs de la région, non plus. Qui, au sein de la classe politique française, pourrait lui succéder ?

En tout cas, le changement, dans ce cas, aurait été progressif, et le passage de JYLD par le Quai d'Orsay, alors que l'Élysée reprend en main la politique extérieure et moyen-orientale de la France, permet un passage du relai serein et apaisé. Mais, là encore, **la perception d'un tel changement par les interlocuteurs et partenaires moyen-orientaux de la France fera que la « normalisation » des rapports politiques et diplomatiques entre les deux parties ressemblerait surtout à une « standardisation » de ces rapports.**

Un Hubert Védrine, par exemple, qui en imposerait aux MEEA même s'il susciterait quelques réserves auprès de certains partenaires moyen-orientaux, Florence Parly au Ministère des Armées, et un sherpa concentré sur d'autres dossiers en priorité, sont les éléments supposés d'une « normalisation » des relations franco-arabes et franco-moyen-orientales de manière générale. **Cette normalisation, qui sortirait ces relations de leurs spécificités, profiterait-elle à l'influence de la France sur la zone ?**

Plus que la « standardisation » des relations franco-arabes, et qui ferait craindre aux partenaires arabes de référence de perdre, justement, certaines de leurs « références » françaises, **l'intérêt devrait se porter sur la nécessaire remise en question de ce qui semble être une volonté présidentielle de « neutralité ».**

En effet, et indépendamment des personnes et des positions, la nouvelle posture politique française au Moyen-Orient ne pourrait reposer uniquement sur une volonté, affichée et assumée, de rester constamment « à égale distance » de tous... Si cela est compréhensible, et nécessaire même lorsqu'il s'agit d'un conflit entre le Qatar et un camp opposé dont la France est tout aussi proche, cela le serait moins, avec le temps, sur d'autres dossiers. D'ailleurs, une crise entre le Qatar et le camp saoudo-

émirati, qui durerait dans le temps et qui deviendrait régionale dans le sens le plus complexe du terme, ne permettrait plus à la France de préserver sa neutralité indéfiniment...

**Qu'en serait-il donc avec, notamment, le conflit qui oppose deux mondes : le monde arabo-sunnite, où se concentrent les alliés de référence de la France sur la zone, et le monde chiïto-pers sur lequel la France tente aujourd'hui de s'ouvrir ?**

**Viendrait le jour où la volonté présidentielle française de se repositionner sur les dossiers régionaux par le biais de la seule « politique des équilibres » ne suffirait plus à préserver l'influence de la France.** Alors qu'elle s'ouvre sur l'Iran, culturellement, diplomatiquement, et économiquement (Total, Renault, Airbus, etc.), et qu'elle va jusqu'à lui faire des clins d'œil complices sur le dossier syrien, la France doit savoir qu'elle prend un risque : celui de se distancer de ses partenaires arabes sunnites, sans gagner, substantiellement, avec l'Iran.

Pourtant, et la nuance est ici nécessaire à souligner, **la coopération avec l'Iran est désormais indispensable pour une puissance moyenne comme la France pour lui permettre de rester présente et plus ou moins influente au Levant** (Irak, Syrie, Liban). **Mais, à aucune étape de cette coopération, qui doit être pragmatique et fructueuse, il ne doit être perçu, côté arabe, [que la France opère un véritable virage stratégique à leurs détriments](#).** L'idéal reste que la France soit perçue comme toujours engagée auprès de ses alliés arabo-sunnites, tout en offrant à ces derniers une possibilité de contact et de dialogue avec l'Iran (Lire la rubrique *La France vue par les 24*) ... Un dossier qui sera géré directement par l'Élysée, sans doute.

---

## E-Diplomacy

Peu actifs actuellement, de manière générale, les comptes Twitter des Ambassades et Ambassadeurs de France s'intéressent surtout à la culture, le tourisme, la Francophonie, vacances d'été obligent. Cela devrait changer progressivement, avec la rentrée et la reprise des activités diplomatiques et politiques françaises sur la zone.

Ainsi, le dernier *tweet* de l'**Ambassade de France en Arabie saoudite** (@FranceinKSA) remonte au 20/07 (discours de l'Ambassadeur François Gouyette à l'occasion du 14 Juillet), alors que le compte de l'Ambassade d'Arabie saoudite à Paris (@KSAembassyFRA) ne manque pas de rapporter (même en

retard, le 10/08) l'entretien téléphonique (08/08) entre le Président Emmanuel Macron et le Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz.



Ce tweet, extrait de l'agence de presse saoudienne officielle SPA, insiste sur la coopération franco-saoudienne en matière de lutte contre le terrorisme et contre ses sources de financement.

SPA et @KSAembassy (dont on constate la meilleure maîtrise de la langue française et une meilleure réactivité de manière générale) restent sur leur réserve, naturellement, et ne s'aventurent pas sur les autres sujets que le Président français et le PH saoudien auraient pu aborder lors de cet entretien téléphonique (à l'initiative de l'Elysée), dont la crise qatarie, les dossiers iranien (accélération de l'ouverture économique de la France), irakien (coordonner le retour du camp arabo-sunnite), syrien (réunion élargie de l'Opposition syrienne en Arabie saoudite), et la visite (prévue fin septembre) de Mohammad Ben Salman en France.

Sur ce dernier point, on s'interroge, loin des comptes officiels sur Twitter, s'il s'agira d'une visite officielle, maintenant que MBS s'apprête à monter au trône, et si cette visite impactera ou non celle (décidée avant la crise du Golfe et reportée une première fois) de l'Emir Tamim Ben Hamad Al Thani à Paris.

La visite de MBS, qui suit celle du Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan (reçu par Macron à l'Elysée) et qui sera suivie par celle du Président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi, impliquerait-elle un nouveau report de la visite de TBH à Paris ou la transformation de cette visite en une simple visite de travail ?

Une Ambassade française qui n'aurait pas chômé en ce début d'août, celle de **Téhéran**. Son compte sur Twitter @FranceenIran (5556 abonnés), qui emploie le Français et le Persan, est resté actif pour servir la diplomatie dans sa dimension économique avec la signature de nouveaux contrats franco-iraniens, et dans sa dimension politique avec la couverture de la présence d'un émissaire officiel français à la cérémonie d'investiture du Président Hassan Rouhani.

La signature de l'accord entre Renault, IDRO et Parto Negin Naseh est annoncée comme une nouvelle victoire économique française en Iran, ce qui est le cas malgré les multiples contraintes qui freinent un retour massif des investissements français dans ce pays. Ce succès est rapporté par @FranceenIran, comme l'avait été quelques semaines auparavant [le contrat de Total](#).



France en Iran @FranceenIran · Aug 7

امضای قرارداد بین شرکت های رنو، ایدرو و پرتو نگین ناصح : صنعت اتومبیل فرانسه در ایران، بار دیگر بر قله افتخار



France en Iran @FranceenIran

Signature de l'accord entre Renault, IDRO et Parto Negin Naseh : l'industrie automobile française une nouvelle fois à l'honneur en Iran !

Translate from Persian

1 1 20

L'animateur du compte sur Twitter de l'Ambassade de France en Iran qui médiatise les divers volets des relations franco-iraniennes, y compris la culture, l'archéologie, la diplomatie bien évidemment et le business, évite soigneusement les sujets qui fâchent et reste concentré sur sa mission centrale axée sur les créneaux porteurs.

La participation du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Baptiste Lemoyne à la cérémonie d'investiture du Président Hassan Rouhani (05/08) au *Majles*, et les rencontres qu'il a eues en marge de cette visite avec notamment le Ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif et l'ancien MAE Kamal Kharrazi sont rapportées par @FranceenIran qui n'a pas manqué de rapporter aussi la rencontre « cordiale » entre JB Lemoyne et le Ministre iranien des Transports Akhoundi (business oblige).



France en Iran @FranceenIran · Aug 7  
Retour sur la rencontre productive entre le Secrétaire d'Etat @JBLemoyne et @JZarif le 5 août à Téhéran #JCPOA #France #Iran.

Translate from French



2 6 16



France en Iran @FranceenIran · Aug 6  
Participation du Secrétaire d'Etat @JBLemoyne à la cérémonie d'investiture du Président @HassanRouhani le 5 août au #Majles.

Translate from French



2 26 43

A signaler aussi la rencontre, rapportée le 24/07 par @FranceenIran, entre l'Ambassadeur François Sénémaud et le président de la banque Pasargad, alors que la question des montages financiers doit encore être traitée plus en profondeur dans l'intérêt des deux parties.

Sur le plan culturel, le décès de l'écrivain et philosophe iranien Kachigar (interprète durant 26 ans de l'Ambassade) est annoncée par @FranceenIran comme une « perte pour l'Iran et la France » (avec cette même touche sentimentale rare aux tweets diplomatiques, l'Ambassade de France en Egypte (@FranceenEgypte) a elle aussi déploré le décès d'Ali Samman, « intellectuel et homme de culture, amoureux de la #France et de l'Egypte, dont la voix nous manque déjà »).

Même pendant ses vacances à l'étranger, l'Ambassadeur de France à Abou Dhabi Ludovic Pouille, toujours fidèle à sa réputation de *serial twitteur*, assure une présence soutenue sur le réseau. Il multiplie les tweets à connotation culturelle et touristique, et reste de ce fait visible sur Twitter ce qui est loin d'être la norme en ce mois de vacances. Il n'a même pas raté la journée mondiale du chat, via son compte personnel @ludovicpouille.



Ludovic Pouille @ludovic\_pouille · Aug 8  
The Best Life Ever?  
#journeeinternationaleduchat



2 4

Il ne s'est pas totalement éloigné de la diplomatie, mais il s'est surtout contenté ici de retweeter le tweet de son Ambassade (@FranceEmirats) qui se faisait l'écho de l'entretien téléphonique entre le Président Emmanuel Macron et le Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan.

Il s'est même intéressé au conflit israélo-palestinien, déplorant la crise humanitaire à Gaza, au moment où le Président Macron planche sur une initiative pour encourager la relance du dialogue sur un règlement du conflit sur la base de la solution des deux Etats (la Maison Blanche annonçait plusieurs jours plus tard l'envoi d'une mission au Proche-Orient pour tenter de débloquer le processus de paix, une paix jugée « difficile mais possible » par Washington).



Pour sa part, l'Ambassade de France au Caire (@FranceenEgypte) a choisi de mettre en avant l'interview accordée par l'Ambassadeur Stéphane Romatet au quotidien @ElBaladOfficial avec un intérêt, non nécessaire dans ce cas, pour le Qatar et les relations franco-qataries (le conflit égypto-qatari risquant de déformer la position française).



L'Ambassade a aussi retweeté un tweet de @TahrirNews confirmant la visite à Paris du Président Abdel-Fattah al-Sissi, à l'automne prochain.



L'accident ferroviaire meurtrier qui a fait une cinquantaine de morts (11/08) est l'occasion pour @FranceenEgypte de reproduire les messages de condoléances du Ministre Jean-Yves Le Drian et de son Ministère et d'adresser, en Français et en Arabe, les condoléances de l'Ambassade au peuple égyptien et aux familles des victimes et au gouvernement.



**Au Liban**, le compte de l'Ambassade de France (@AmbaFranceLiban), visiblement en mode vacances, se devait d'accompagner la présentation par le nouvel Ambassadeur Bruno Foucher de ses lettres de créances au Président Michel Aoun. @AmbaFranceLiban s'est contenté de reprendre le tweet (en Arabe) de la Présidence libanaise en y ajoutant une version française (le même jour, d'autres Ambassadeurs présentaient aussi leurs lettres de créances au Président Aoun : Suisse, Hongrie, Espagne).



La veille, l'Ambassadeur dont la nomination accélère la nomination de (l'ancien conseiller du Ministre des Affaires étrangères Gebran Bassil) Rami Adwan comme Ambassadeur du Liban à Paris, recevait un trophée des mains du Ministre libanais de l'Information Melhem Riachi. Cet « évènement » est également rapporté par @AmbaFranceLiban qui n'avait pas manqué, par ailleurs, de féliciter l'Armée libanaise à l'occasion de sa fête le 01/08. La coopération militaire franco-libanaise est centrale dans le contexte actuel et devrait occuper le nouvel Ambassadeur de France, qui doit aussi, après l'incontournable rendez-vous de la messe annuelle offerte par l'Eglise maronite en l'intention de la France (15/08), plancher sur la préparation de la visite du Premier ministre Saad Hariri à l'Élysée (31/08) puis celle (prévue pour fin septembre) du Président Michel Aoun, en plus du dossier pressant de la FINUL et de la 1701.



Enfin, un dossier qui mobilisait la France au cours des dernières semaines, ses porte-paroles, ses réseaux de communications, et ses médias, et qui a disparu du radar, presque subitement : **la Libye**.



En effet, après le coup de maître du Président Emmanuel Macron et sa [conférence sur la Libye](#) en présence du Premier ministre Fayez Seraj et du chef de l'Armée le maréchal Khalifa Haftar, surmédiatisé y compris sur les réseaux sociaux et sur les comptes sur Twitter de l'Élysée, du Quai d'Orsay, etc., ce dossier brille actuellement par son absence, côté français. Un moyen, peut-être, de laisser le temps à l'émissaire (soutenu par Paris) du SG de l'ONU Ghassan Salamé, de poursuivre son tour de table des acteurs qui comptent dans cette crise. Alors que la France laisse calmer le jeu et attend de voir les premières évolutions de son initiative, on assiste, [côté italien](#), égyptien et russe (Haftar s'est rendu le 11/08 à Moscou, après s'être rendu plusieurs jours auparavant au Caire), à un dynamisme particulier qui a tendance à recadrer l'action française ...



*La suite de cette note et de la rubrique E-Diplomacy est réservée aux clients de MESP*

## La France vue par les 24

A Beyrouth, certains voient un possible retour en force de la France sur la scène libanaise et levantine. Les diplomates occidentaux ont tendance à parler de « repositionnement », ou de « recentrage » de la politique libanaise de la France... Et d'affirmer qu'il n'est pas question aujourd'hui d'un « retour » puisque la France n'a jamais « quitté » le Liban.

Mais la France a perdu de son influence au Liban, avec l'affaiblissement de son partenaire de référence l'Arabie saoudite. Elle a également perdu de son influence au Liban et au Levant depuis la perte du régime syrien sur lequel misaient les Présidents Chirac et Sarkozy notamment, et que pouvait tolérer le Président Hollande au début. Sous l'influence d'une certaine tendance néoconservatrice, Paris s'était opposé à l'Iran aussi, ce qui fragilisait en même temps toute tentative française de revenir en Irak, et même sur le dossier israélo-palestinien. Les choses changent, et le mot « retour » n'est plus superflu en parlant du repositionnement actuel de la France au Liban et au Levant.

Cette note s'intéresse surtout au Liban et à la perception par les Libanais de l'évolution possible des relations franco-libanaises.

La France, pour réussir son « retour » au Liban, se doit d'être à l'intersection de deux axes : l'axe saoudien et l'axe iranien. Au Liban, ces deux axes, qui peuvent s'affronter ailleurs de manière violente, cohabitent tant bien que mal, et cela va dans l'intérêt de la France. En effet, la France peut encourager cette cohabitation, éviter son effondrement et contribuer même à la consolider, et peut aussi en tirer le meilleur parti pour réussir son retour.

Sa nouvelle posture régionale, qui se résume en un maintien de son partenariat stratégique avec le camp saoudo-sunnite tout en s'ouvrant progressivement sur le camp irano-chiite, permet à la France de lancer une série d'initiatives et d'idées sur les dossiers les plus pressants, et d'être plus audible et plus visible. Cela ne signifie pas que la France évitera de prendre position lorsque cela serait nécessaire, ni qu'elle restera immanquablement neutre lorsque la neutralité desservirait ses intérêts. Le Liban pourrait gagner de cette nouvelle posture française au Levant, surtout si Paris parvient à partager avec Riyad et Téhéran ses priorités libanaises actuelles.

Le Président Emmanuel Macron fait preuve de pragmatisme sur le dossier syrien, engage un contact avancé avec Bagdad, encourage la reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes, et soutient activement le retour des entreprises françaises en Iran (Lire la rubrique *Tendances*). Il réaffirme son attachement à l'alliance entre la France et le camp saoudien, sans prendre de risques particuliers avec le Qatar. Son engagement dans la guerre contre le terrorisme et pour la sécurité en Méditerranée orientale crédibilise l'image de la France auprès de ses partenaires libanais qui craignent les secousses des conflits régionaux sur la stabilité de leur pays.

C'est dans ce contexte que Paris vient de nommer un nouvel Ambassadeur à Beyrouth, Bruno Foucher, un diplomate bien apprécié à Téhéran, et que le gouvernement libanais vient, enfin, de nommer un

Ambassadeur en France, Rami Adwan (conseiller du MAE Gebran Bassil), après plusieurs années de vacances à ce poste stratégique pour le Liban. C'est dans ce contexte aussi que Paris entend peser sur les discussions relatives à la FINUL et à la résolution 1701, et à agir pour contenir les effets indésirables des nouvelles pressions et sanctions américaines contre le Liban. C'est dans ce contexte enfin qu'interviennent les visites à Paris du Premier ministre Saad Hariri (31/08) puis du Président Michel Aoun (fin septembre), alors que le Président Macron s'apprête aussi à accueillir plusieurs dirigeants arabes qui comptent sur la scène libanaise (le Prince héritier saoudien Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz, le Président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi, etc.).

Vu de Beyrouth, les principaux dossiers franco-libanais qui devraient être traités en priorité au cours des prochaines semaines, comprennent celui de la coopération militaire et celui de la présence massive de réfugiés syriens au Liban (une question existentielle pour les Libanais et à laquelle le Président Macron est particulièrement sensible). Pour les Libanais, les autres dossiers qui seront traités à l'occasion des prochains rendez-vous franco-libanais, ont pour thèmes : la Syrie, le Hezbollah, le terrorisme, la FINUL, et l'énergie.

A signaler que lors de son discours du 13/08, le Secrétaire Général du Hezbollah Hassan Nasrallah n'a pas manqué de rappeler que « la France et son Président reconnaissent la légitimité du Président syrien Bachar el-Assad », avant de s'interroger sur les raisons pour lesquelles certaines parties libanaises refusent d'en faire autant... Comme un message adressé par le Hezbollah et l'Iran aux prochains visiteurs libanais de l'Elysée...

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

---

## Grands contrats

*La rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP*

## Spotlight

*La rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*

---

Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :

[LettreM • Numéro 6 • 1er août 2017](#)

[LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017](#)

[LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017](#)

[LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017](#)

[LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017](#)

[LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017](#)

[LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017](#)

---



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 7 • 15 août 2017

---

**Middle East Strategic Perspectives**

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy  
[www.mesp.me](http://www.mesp.me) | [contact@mesp.me](mailto:contact@mesp.me)